

La pluriactivité devient-elle l'une des clefs du développement de l'agriculture familiale au Sud Cameroun ?

Auteur(s)

Philippe PEDELAHORE

CIRAD, Département environnement et sociétés.

Tél. 00 (237) 96 26 13 86, philippe.pedelahore@cirad.fr

Rosine TCHATCHOUA

Université d'agronomie de Dschang, Département de socio-économie

Tél. 00 (237) 75 25 96 00, tdrosine@yahoo.fr

Menimo TONKA

IRAD, Projet REPARAC, PRP Innovation

Tél. 00 (237) 77 47 08 11, menimo.tonka@yahoo.com

Mireille NTSAMA

Université Yaoundé II, Département d'économie

Tél. 00 (237) 77 87 18 76, mirsane1@yahoo.fr



3èmes journées de recherches en sciences sociales

INRA SFER CIRAD

09, 10 & 11 décembre 2009 –Montpellier, France

RESUME

Au Cameroun, les possibilités de développement de l'agriculture familiale et sa capacité à assurer l'autosuffisance alimentaire du pays sont aujourd'hui fréquemment mises en doute par de nombreux observateurs des institutions nationales et internationales. La permanence d'une faible productivité de cette agriculture et d'un taux élevé (55%) de pauvreté chez les ménages ruraux contribuent également à la stigmatisation de ce secteur économique. Les résultats d'un demi-siècle de politiques publiques, visant en particulier le développement de l'utilisation des intrants et de la mécanisation, apparaissent ainsi largement en deçà des espoirs qu'elles avaient suscités. Pourtant ce secteur emploie encore 63,5% de la population active du pays et a su s'adapter aux différentes périodes de baisse des cours de deux importantes productions marchandes : le cacao et le café.

Il apparaît donc utile, au delà de la question de la difficile « modernisation » de cette agriculture, de préciser les stratégies mises en œuvre par les ménages agricoles pour maintenir le niveau de leurs revenus monétaires et les raisons qui expliquent la robustesse de cette agriculture familiale. Les données présentées dans cette communication se basent sur des enquêtes réalisées dans quatre sites représentatifs de la diversité des situations agraires du Grand Sud Cameroun.

Une première enquête exploratoire a été réalisée auprès de 8 organisations paysannes et de 30 personnes ressource. Elle montre que les « solutions » citées par les ménages agricoles pour maintenir leur niveau de vie concernent le développement des activités et des revenus non agricoles, la diversification des productions marchandes et la recherche des meilleures stratégies de commercialisation, la quête de nouvelles terres fertiles et, souvent en dernier lieu, l'amélioration des itinéraires techniques et de leurs performances.

Pour préciser l'importance actuelle de ces revenus non agricoles une seconde enquête a été réalisée auprès de 138 ménages. Elle montre que, dans un certain nombre de situations, les revenus provenant d'activités non agricoles représentent plus du tiers des ressources monétaires des ménages.

Pour préciser l'évolution historique de l'importance relative du temps de vie consacrée aux activités non agricoles une troisième enquête a renseigné les parcours de vie de 576 individus nés entre 1890 et 2008. Elle met en évidence la nette augmentation du temps de vie consacrée aux activités non-agricoles et l'accroissement de la fréquence des parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles. Elle montre également que le développement d'activités non agricoles joue un rôle important dans l'amélioration des capacités d'épargne et d'accumulation dans l'outil de production agricole.

Ces résultats amènent à discuter la pertinence des modèles de développement d'économistes comme Clark ou Fourastier qui expliquent que l'accumulation dans le secteur agricole dépend de l'amélioration des techniques et de la productivité du travail agricoles.

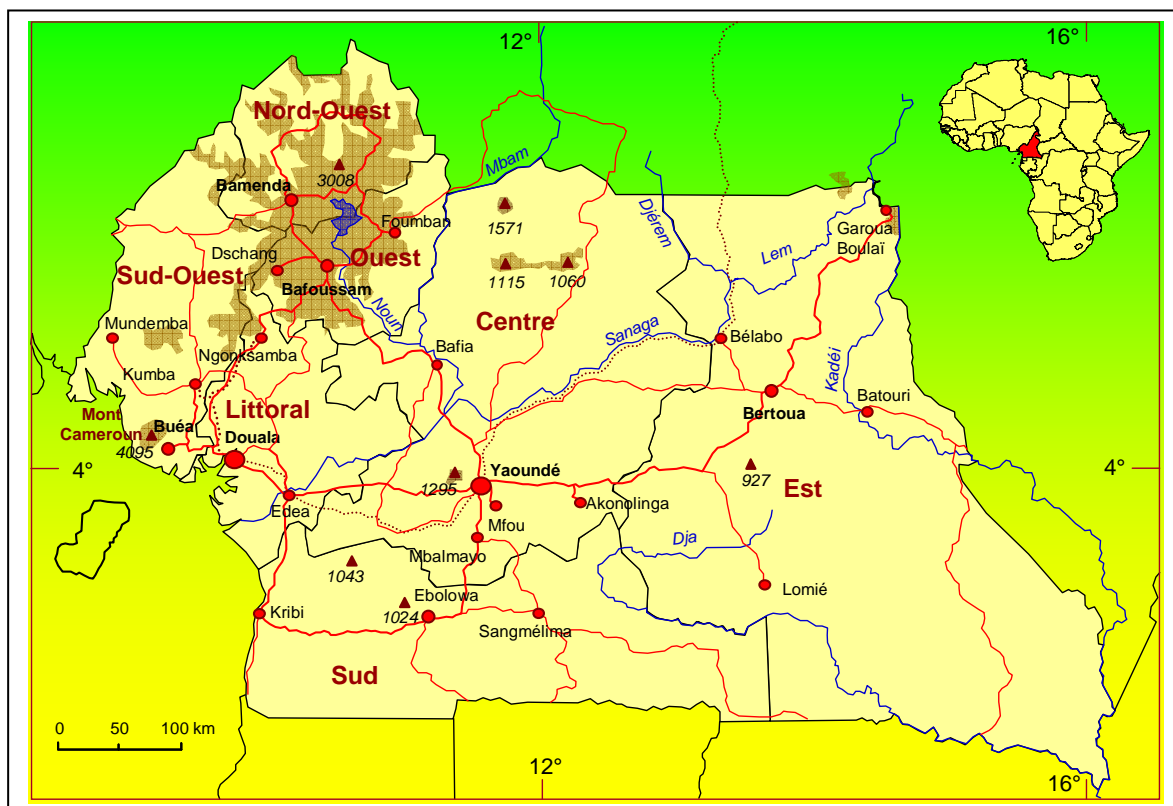
Mots clefs : développement agricole, ménages agricoles, pluriactivité, revenus monétaires.

1) Contexte et justification : une agriculture familiale en panne ?

L'agriculture familiale représente 80% de l'appareil productif agricole du Cameroun (MINADER-MINEPIA 2007). Cette agriculture familiale se caractérise par la permanence de structures de faibles dimensions, utilisant peu d'intrants et faisant peu appel à la mécanisation. La productivité du travail dans ces systèmes agricoles reste donc limitée. Le taux de pauvreté¹ des ménages ruraux a augmenté de 52,1 à 55% entre 2001 et 2007 alors que durant la même période il diminuait en milieu urbain de 17,9 à 12,2% (MINEPAT 2009). Cette situation interroge sur les impacts réels d'un demi-siècle de politiques publiques qui se sont en particulier attaché à promouvoir l'utilisation des intrants et de la mécanisation pour améliorer les performances de cette agriculture familiale. Pourtant celle-ci emploie encore 63,5% de la population active du pays (MINEPAT 2009) et a su s'adapter aux différentes périodes de baisse des cours d'importantes productions marchandes d'exportation (café, cacao, coton).

Il apparait donc utile, au delà de la question de la difficile « modernisation » de cette agriculture, de préciser les stratégies mises en œuvre par les ménages agricoles pour maintenir le niveau de leurs revenus monétaires et les raisons qui expliquent la robustesse de cette agriculture familiale. Cette communication portera plus précisément sur la caractérisation des stratégies mises en œuvre par les ménages agricoles du grand Sud Cameroun (voir figure n°1) qui représentent 63% des agriculteurs de ce pays (INS 2009).

Figure n°1 : Carte du Sud-Cameroun.



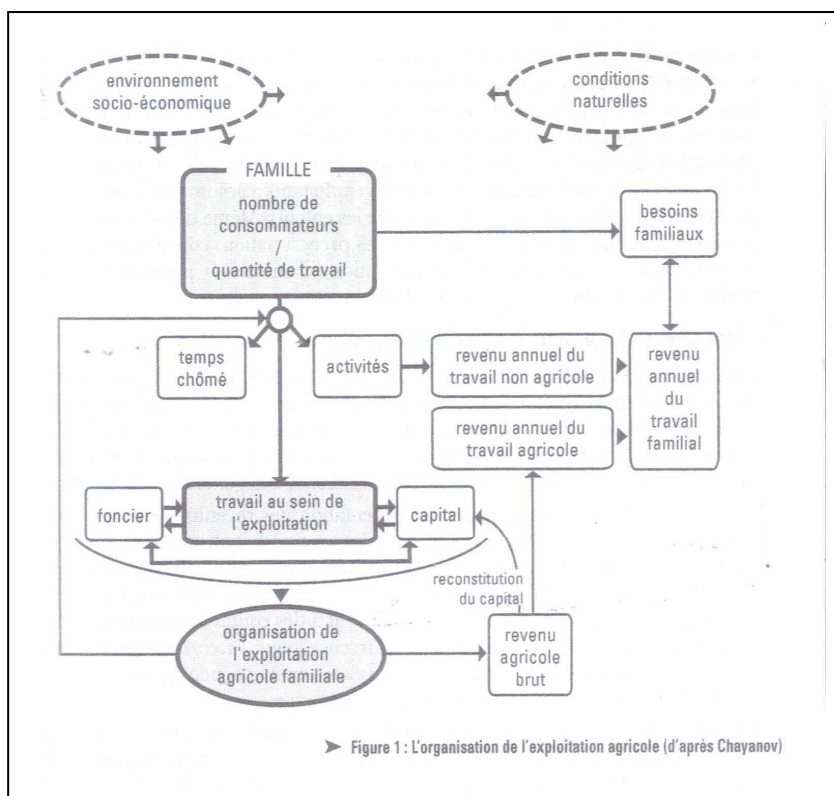
¹ Au Cameroun, le seuil de pauvreté en 2007 est de 269 443 FCFA par équivalent-adulte et par an contre 232 547 en 2001, soit un accroissement en valeur nominale de 15,8%. Ainsi, un ménage est pauvre en 2007 si en moyenne un équivalent-adulte de ce ménage vit avec moins de 269 443 FCFA par an (soit 738 FCFA par jour ou 22 454 FCFA par mois). Ce montant correspond au minimum nécessaire pour satisfaire les besoins essentiels d'un individu.

2) Modèle d'analyse : de l'exploitation familiale agricole au ménage agricole.

Pour les agronomes, la notion d'exploitation familiale agricole est un concept issu de l'histoire agricole européenne qui fait référence à « un modèle d'agriculture basé sur la famille monogame nucléaire et les moyens qu'elle met en œuvre aux fins de produire des denrées agricoles » (P. Bergeret et M. Dufumier 2002). Cette famille va donc chercher à satisfaire ses objectifs économiques, mais aussi sociaux et patrimoniaux, en mobilisant les moyens de production dont elle dispose : le foncier, sa force de travail et ses ressources en capital fixe (machines, outils...) et circulant (pour l'achat des intrants...). La gestion d'une exploitation comprend ainsi l'ensemble des décisions prises par le chef d'exploitation qui déterminent les modalités de combinaison des moyens de production de l'exploitation. Cette notion d'exploitation familiale agricole ou EFA est également employée dans le contexte africain même si certains auteurs (Gastellu J.M. 1980) ont montré que les contours des EFA africaines pouvaient être bien plus larges que la « famille monogame nucléaire » et que les unités de résidence, de décision, de production, de consommation et d'accumulation ne coïncidaient par toujours.

« L'analyse de la structure et du fonctionnement actuels d'une exploitation agricole renvoie à son histoire : celle de l'acquisition des moyens de production et de l'évolution de la combinaison de systèmes de culture et d'élevage » (Deviene et Wybrecht 2002). « La structure et le fonctionnement d'une exploitation familiale varient dans le temps. Ces variations s'expliquent par des causes externes liées au contexte dans lequel l'exploitation évolue et par des causes internes liées au cycle de la famille (Bergeret et Dufumier 2002). Sur la base des travaux de Chayanov les deux auteurs précédents proposent le modèle présenté ci-dessous (voir figure n°2) qui résume les principaux éléments de l'environnement, de la structure (moyens de production) et du fonctionnement de l'exploitation familiale agricole.

Figure n°2 : Environnement, structure et fonctionnement de l'exploitation agricole.



Source :
(Bergeret et
Dufumier
2002)

► Figure 1: L'organisation de l'exploitation agricole (d'après Chayanov)

Remarquons que dans ce modèle les activités non agricoles et les revenus qu'elles génèrent sont pris en compte. Cependant dans la conception de Chayanov la valorisation de la main d'œuvre familiale en dehors de l'exploitation est plus présentée comme une réponse à la difficulté de son utilisation sur l'exploitation (accroissement du foncier et intensification à base de travail difficiles) que comme un choix positif lié à l'obtention d'une meilleure rémunération du travail par les activités non-agricoles. De même, les possibilités de réinvestir une partie des revenus non agricoles dans le capital de l'exploitation n'est pas mis en évidence par cette figure. Ce modèle apparaît ainsi largement piloté par les objectifs de production agricole qu'assigne le groupe familial à son exploitation. Des travaux plus récents montrent que si le concept d'exploitation familiale reste toujours pertinent (Petit M. 2006), le développement des activités non agricoles impose d'élargir le cadre d'analyse des stratégies des exploitants agricoles (Pichot J.P. 2006, Chia E. et al 2006). Ces observations sont, comme nous le verrons dans le chapitre 3.2, confirmées par les déclarations des personnes enquêtés au Sud Cameroun. Elles nous conduisent à retenir pour nos travaux plutôt la notion de « ménage agricole » qui présente l'intérêt d'intégrer de façon beaucoup plus explicite que la notion d'EFA, la diversité des systèmes d'activité possible pour les différents membres du ménage. Cette unité d'observation regroupe les individus, généralement de la même famille (liens de parenté), résidants dans le même lieu au moment de l'enquête, mais qui ont pu par le passé résider en d'autres lieux et qui développent, ou ont développé, des activités non agricoles.

3) Résultats, discussion.

3.1) Le choix de situations contrastées.

Ainsi que le rappelle le modèle de Tchayanov les stratégies des ménages agricoles sont en partie déterminées par l'environnement pédo-climatique et le contexte socio-économique dans lesquelles ils s'insèrent. Pour mieux apprécier l'incidence de ces différentes variables sur les stratégies des ménages, il est utile de se placer dans des situations contrastées et représentatives de la diversité du Grand Sud Cameroun.

Un zonage a été conduit à l'échelle du sud Cameroun sur la base des données bibliographiques, cartographiques et des informations des personnes ressources. Ce zonage du Sud Cameroun est basé sur quatre critères de stratification de l'espace (voir Figures n°3 et 4) dont nous faisons l'hypothèse qu'ils ont des répercussions importantes sur les stratégies développées par les ménages agricoles :

- Les caractéristiques topographiques et climatiques
- La densité de population et la disponibilité en ressources foncières
- L'histoire agraire et la constitution des différentes formes sociales de production (exploitations familiales ou de type entrepreneuriales)
- L'importance de l'intégration aux réseaux de communication, aux principaux marchés urbains et aux différents services d'appui à l'agriculture.

Ce zonage aboutit à la constitution de 6 zones et au choix de trois sites représentatifs (Mbouda, Obala et Ayos) de la diversité des ménages agricoles du Sud Cameroun (voir figures n°3 et n°4). Remarquons que le site de Mbouda a été divisé en deux zones d'études (Batcham et Galim) se différenciant par leur densité de population et leur histoire agraire.

Figure n°3 : zonage et localisation des trois sites d'étude.

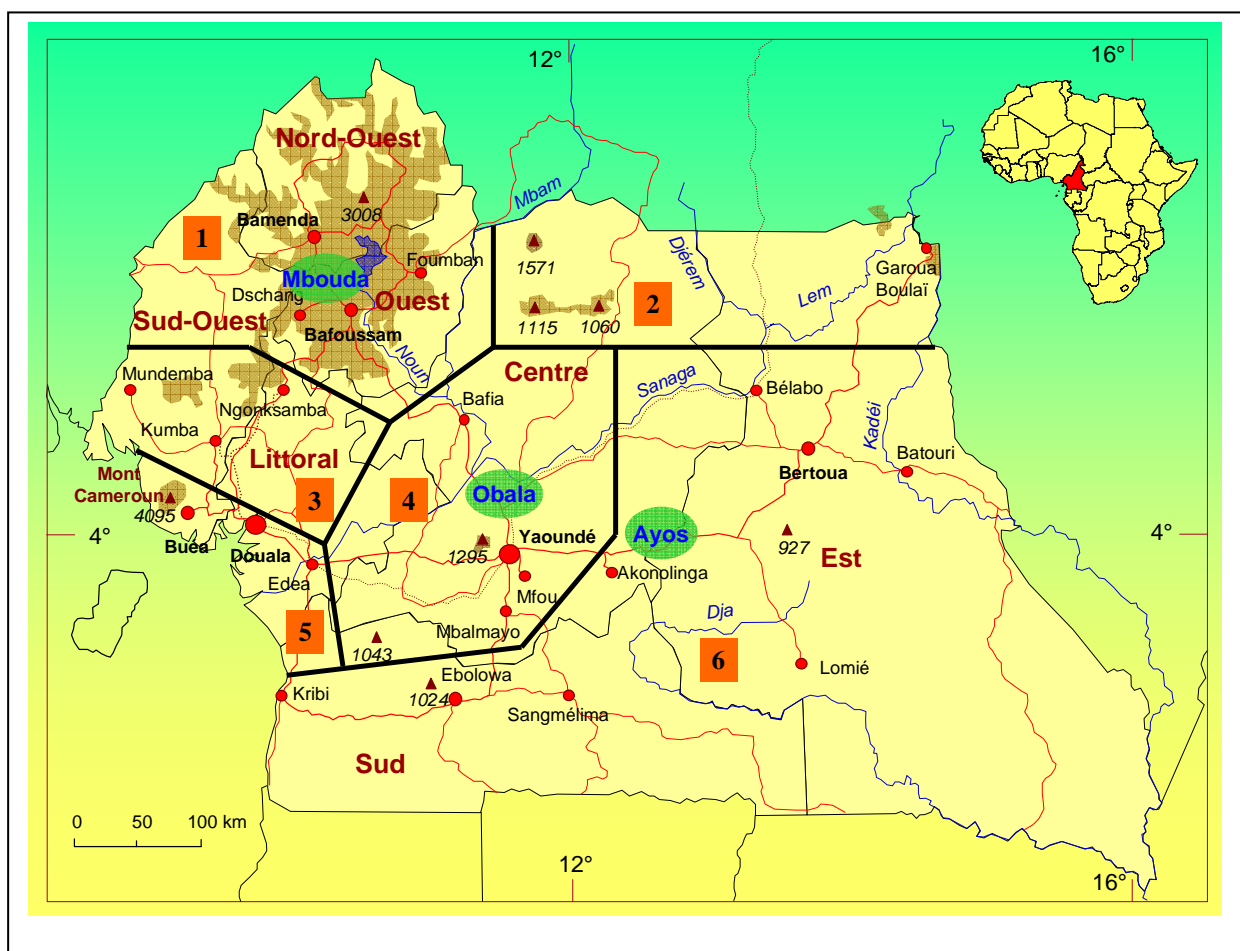


Figure n°4 : Caractéristiques des 6 zones.

Zones / Critères	Reliefs et données climatiques	Densité de Pop.	Histoire agraire	Niveau d'intégration
Zone 1 Hauts plateaux de l'ouest	Hauts plateaux de l'ouest de 700 m à 3000 m. Climat « camerounien d'altitude » à pluviométrie bimodale de 1700 à 2800 mm/an	Moyenne à très élevée : 75 hab/km ² à plus de 250 hab/km ²	Zone anciennement caféière en voie de diversification vers les produits vivriers et maraichers	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 2 Savanes arborées du nord	Plateaux du centre de 500 à 1000 m. Climat « guinéo Soudanien » à pluviométrie bimodale de 1400 à 1700 mm/an	Faible de 1 à 15 hab/km ²	Zone d'élevage et de cultures vivrières	Mauvaise intégration aux réseaux marchands
Zone 3 Le Sud-Ouest	Piémonts des hauts plateaux de l'ouest de 200 à 1000 m d'altitude. Climat « camerounien maritime » à pluviométrie bimodale de 4000 à 9000 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km ² à plus de 150 hab/km ²	Zone de développement actuel de la cacao-culture avec des rendements acceptables (650 kg/ha)	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 4 Le centre	Plateaux du centre de 500 à 750 m. Climat « guinéen continental » à pluviométrie à quatre saisons de 1500 à 1800 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km ² à plus de 150 hab/km ²	Zone historique d'implantation de la cacao-culture villageoise avec des rendements médiocres (350 kg/ha)	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 5 Les plantations industrielles	Zone littorale de 0 à 200 m d'altitude et mont Cameroun (4000m d'altitude). Climat « camerounien maritime » à pluviométrie bimodale de 3500 à 5000 mm/an	Moyenne à élevée : 75 hab/km ² à plus de 150 hab/km ²	Importance des entreprises agricoles privées ou publiques (hévéa, palmier à huile...) « héritières » des anciennes plantations coloniales	Bonne intégration aux réseaux marchands
Zone 6 Le Sud et l'Est	Zone littorale et plateaux centraux entre 0 et 700 m d'altitude. Climat « guinéen maritime » à pluviométrie bimodale sur la zone littorale (Kribi) avec 2600 à 3000 mm/an. Climat « guinéen continental » à pluviométrie à quatre saisons de 1500 à 1800 mm/an à l'intérieur des terres.	Faible de 1 à 15 hab/km ²	Zone forestière par excellence, comptant une faible population qui développent quelques cultures pérennes (café, cacao, palmier) et des cultures vivrières.	Mauvaise intégration aux réseaux marchands sauf pour les zones proches des marchés sous-régionaux (Guinée Equatoriale, Gabon...)

3.2) Une approche qualitative des diverses stratégies des ménages agricoles.

Avant de préciser les variables à mesurer nous avons souhaité recueillir la perception qu'avaient les ménages de leurs propres objectifs et stratégies et des dynamiques d'adaptation en cours. Ces données ont été recueillies à travers des entretiens individuels ouverts réalisés auprès d'une dizaine de personnes ressources par site et à travers des entretiens collectifs réalisés auprès de 1 à 3 groupes par site. Les résultats de ces divers entretiens font ressortir les principaux éléments suivants :

➤ Diversifier les sources de revenus et sortir de l'agriculture.

Sur le site d'Ayos, qui est pourtant une zone relativement excentrée et où la terre est abondante (15 habitants/km²), 20 à 25% des natifs des deux villages où ont lieu les entretiens de groupe (Tomba et Ebazo'o) ont quitté la campagne pour la ville (surtout des jeunes). Ce phénomène apparaît encore plus important pour les sites d'Obala et Mbouda qui connaissent de fortes densités de population (jusqu'à 150 à 250 hab/km²).

De nombreux parcours de vie de personnes habitant aujourd'hui à la campagne se sont construits ou se construisent en alternant des périodes de vie en ville et d'autres à la campagne. On observe ainsi par exemple que beaucoup de jeunes garçons célibataires quittent le domicile parental pour chercher fortune en ville et qu'ils reviennent à la terre après quelques années lorsque le nombre de leurs enfants et les besoins alimentaires deviennent plus difficiles à financer à partir de leurs maigres revenus urbains.

Par ailleurs, les activités non agricoles (moto-taxi, petit commerce, maçon...) sont importantes pour rester à la campagne et l'on observe ainsi le développement des revenus non-agricoles chez certains ménages agricoles.

Enfin dans les échanges menés il apparaît que la scolarité des enfants est LA priorité des parents qui déclarent souvent « je voudrais que mon fils ne soit pas planteur ou cultivateur comme moi ».

➤ Marcher plus longuement et migrer pour chercher de la terre (fertile).

Au-delà des départs vers la ville, et en particulier pour les zones fortement peuplées de Batcham et Obala on observe aussi d'importantes stratégies visant à mettre en valeur des espaces agricoles éloignés des villages d'origine.

A Obala les agriculteurs et agricultrices n'hésitent plus à parcourir 10 à 15 km par jour pour aller mettre en valeur des terres plus fertiles ou plus disponibles. A Obala les jeunes, et les moins jeunes qui ont de l'argent, partent s'installer ou créer des plantations à 60 km plus au Nord vers la zone de Ntui, au-delà de la Sanaga, qui est devenue depuis une vingtaine d'années une zone de plantation de cacao et de vivrier importante (plantain en particulier).

Dans le site de Mbouda et en particulier dans la zone de Batcham fortement peuplée, les entretiens montrent qu'il existe également de nombreuses stratégies autour de la recherche d'espaces cultivables permettant de valoriser une force de travail sous-employée au village par manque de terre arable. La permanence de ces phénomènes migratoires depuis près d'un demi-siècle souligne l'importance de ces dynamiques dans les stratégies mises en œuvre par les exploitations familiales agricoles pour gérer les problèmes de ressources foncières et de baisse de la fertilité et l'équilibre entre la force de travail et les surfaces disponibles. Il semble cependant que l'importance de ce phénomène soit en augmentation : « avant on quittait aussi mais pas beaucoup comme maintenant ».

➤ **Diversifier ou changer les cultures marchandes.**

Les entretiens dans les différentes zones ont permis de souligner les dynamiques de diversification des cultures marchandes impulsés par les ménages agricoles dans les différentes zones :

- A Mbouda c'est le maïs et les cultures maraîchères (tomate, pastèque, piment...) qui ont en parti pris le relais des cultures de café pour l'accès aux revenus monétaires
- A Obala si les revenus du cacao restent importants on assiste à la recherche de nouvelles spéculations (maïs, tomate, petits élevages...) en particulier chez les individus ne disposant pas, ou ne bénéficiant pas directement, des revenus des plantations pérennes (femmes, jeunes...)
- A Ayos ce sont les tubercules (manioc et macabo) et le plantain qui ont « remplacé » le cacao et le café et qui constituent aujourd'hui les principales spéculations marchandes de cette zone. Les entretiens ont montré dans les villages de Tomba et d'Ebaz'o que ces trois spéculations représentent avec l'arachide les quatre cultures principales de cette zone

➤ **Travailler plus et augmenter les surfaces cultivées.**

Dans les zones comme Batcham fortement contraintes du point de vue foncier l'intensification en travail par hectare est déjà ancienne comme en témoigne le savant agencement des cultures sur trois niveaux (cultures vivrières associées, café et plantain, arbres fruitiers) qui cherche à valoriser au mieux les petites parcelles des hauts plateaux de l'Ouest et la main d'œuvre familiale disponible.

Dans des zones comme Ayos où le foncier disponible reste important, l'objectif de préservation ou d'augmentation du niveau des revenus monétaires du ménage a conduit de nombreux individus à travailler plus pour mettre en valeur des surfaces plus importantes. Les femmes ont dès 1990 commencé à augmenter leurs surfaces de « cultures vivrières » devenues, surtout à partir de « l'arrivée du goudron » en 1992, des cultures « marchandes ». Elles peuvent, en créant des groupes féminins d'entraide, peu usités auparavant, mettre en place de vastes surfaces de culture de manioc (> à 1ha). Les hommes, qui s'occupaient auparavant essentiellement de leurs cultures de rentes (cacao), leur ont emboîté le pas quelques années plus tard (« *on ne va pas laisser les femmes gagner plus que nous !* ») et se sont à leur tour fortement investis dans les nouvelles cultures vivrières marchandes (manioc, plantain...) sans tout à fait délaisser cependant leurs cultures pérennes.

➤ **Vendre au meilleur prix.**

La disparition des filières administrées (cacao et café) qui garantissaient un prix à la récolte, même si celui-ci pouvait varier d'une année à l'autre, va amener les producteurs à entrer sur les marchés concurrentiels et fluctuants des denrées vivrières ou maraîchères. Ces nouvelles conditions de vente de leurs produits vont les amener à mettre en place des stratégies leur permettant de profiter au mieux des variations de prix ou tout du moins à tenter d'éviter les périodes de prix bas.

Ainsi, si les calendriers culturels restent bien sur largement déterminés par la pluviométrie et la gestion de la force de travail, ces stratégies vont amener les producteurs à tenter d'investir des périodes de semis et de plantation qui font coïncider la période de récolte avec celle où les prix sont plus élevés (maïs de deuxième cycle, cultures de bas-fond et de contre-saison, ...).

Les producteurs mettent également en œuvre des stratégies leur permettant de retarder la date de récolte en attendant un relèvement des prix de marché. Ainsi sur le site de Mbouda et dans la zone de Galim les maïsiculteurs laissent leur maïs sur pied plusieurs semaines après la maturité physiologique en attendant la remontée des cours. De même, sur Ayos le macabo n'est pas désherbé en fin de cycle et après maturité pour freiner la germination des tubercules et constituer ainsi un stock que l'on pourra garder en terre de nombreuses semaines en attendant des prix plus intéressants.

A ces stratégies au niveau des calendriers culturaux ou des méthodes de stockage sur pied s'ajoutent des pratiques visant à transformer les produits pour permettre leur conservation et leur transport sur de longues distances (bâtons de manioc, ...), ou l'investissement de nouveaux marchés de niche (tapioca de manioc).

Enfin les producteurs tentent, avec des résultats plus ou moins convaincants, de mettre en place des organisations paysannes permettant à travers la vente groupée (maïs par l'OP Bimum de Galim et cacao par l'OP FEPADA d'Ayos) de prospecter de nouveaux marchés et de mieux négocier les prix de vente.

➤ **Se saisir des résultats de la recherche.**

Ainsi que nous l'avons vu dans les paragraphes précédents les ménages agricoles développent de nombreuses stratégies adaptatives se situant à des niveaux distincts de ceux relatifs à l'amélioration des performances des itinéraires techniques. On observe même parfois, comme sur cacao par exemple, que les variations des prix de vente de la fève et la déstructuration de la filière ont plutôt entraîné un abandon des recommandations de la recherche et de la vulgarisation en ce qui concerne par exemple les méthodes de contrôle de la pourriture brune ou des capsides.

Cependant, les entretiens montrent également que les producteurs savent se saisir de certains des résultats produits par la recherche lorsque ceux-ci répondent aux dynamiques en cours. C'est le cas par exemple, ainsi que le confirment les travaux de Mireille Ntsama (Ntsama 2007) de l'adoption des variétés de maïs améliorées qui a accompagné durant ces dernières années le développement de cette nouvelle culture commerciale.

Ainsi, si des exemples intéressants de valorisation des produits de la recherche ont été identifiés lors de ces entretiens, il semble qu'ils se regroupent surtout autour de l'adoption de nouveau matériel végétal (maïs, pomme de terre, palmier à huile, ...) ou de nouvelles techniques de multiplication du matériel végétal (technique du PIF pour le plantain par exemple) mais que l'on observe peu d'adoption de recommandations issues de la recherche ou de la vulgarisation qui portent sur une intensification à base d'intrants agricoles (engrais ou pesticides).

Suite à cette première identification qualitative des diverses stratégies développées par les ménages agricoles du Sud Cameroun nous avons souhaité préciser les caractéristiques de celle qui revenait le plus fréquemment dans le discours des personnes enquêtées : le développement d'activités et de revenus non agricoles.

3.3) Les sources de revenus des ménages agricoles.

Une enquête a été réalisée auprès de 138 ménages agricoles² pour préciser l'importance relative des différentes sources de revenus et les principales caractéristiques structurelles des exploitations agricoles.

Les principaux résultats sont présentés dans le tableau page suivante (voir figure n°5). Ce tableau précise pour chacune des zones étudiées les différentes caractéristiques des divers types de ménages agricoles identifiés. L'analyse de ce tableau permet de faire les remarques suivantes :

Dans les zones anciennement et densément peuplées, et intégrées de longue date dans les phénomènes d'exode rural (Dongmo 1981, Barbier et al 1983, Franqueville 1987), comme Batcham et dans une moindre mesure Obala, les ménages développent des activités non agricoles qui visent à diversifier les sources de revenus et à compenser (pour Batcham) ou à améliorer (pour Obala) des revenus agricoles devenus insuffisants au regard des objectifs et besoins du groupe familial. Cette situation est particulièrement marquée pour la zone de Batcham où les surfaces cultivées par actif apparaissent particulièrement faibles (0,25 ha/actif) et où les revenus des activités non agricoles représentent en moyenne le tiers des revenus des ménages et jusqu'à 85% pour le type 3. On observe cependant que même pour Obala, où les surfaces cultivées par actif sont importantes (1,04 ha / actif), la recherche de revenus non agricoles peut être importante dans les stratégies des groupes familiaux (23% des revenus totaux). Ceci est dû en partie au fait que ces importantes surfaces recouvrent surtout des parcelles de cacao conduites de façon généralement extensive et peu productive (350 kg/ha de cacao), mais traduit également le fait que des exploitations même « viables » intègrent de plus en plus fréquemment les activités non agricoles dans les stratégies d'amélioration de leurs revenus surtout lorsqu'elles sont proches des centres urbains (Yaoundé n'est qu'à 40 km d'Obala).

Dans les zones, comme Galim, de colonisation agricole plus récente, disposant de ressources foncières plus importantes et bien insérées dans les réseaux commerciaux agricoles, les revenus provenant des activités agricoles au sens large (cultures et élevage) restent largement majoritaires même si pour un quart des exploitations de cette zone (voir figure n° 7) les revenus provenant des activités non agricoles représentent 26% des revenus totaux du ménage.

Dans les zones, comme Ayos, peu peuplées, bénéficiant d'une forte disponibilité en foncier agricole et en espaces naturels favorables aux activités de chasse et de pêche (fleuve Nyong), et plus tardivement intégrées aux circuits commerciaux agricoles, les ménages construisent des systèmes d'activités qui combinent les différentes ressources : agricoles pour 66%, non agricoles pour 16% et celles de la pêche et de la chasse pour 14% (ces dernières activités représentent 20% des revenus totaux pour 61% des EFA de notre échantillon, voir figure n°5). Les échanges menés avec les ressortissants de cette zone montrent que cette persistance des activités de chasse et de pêche est à la fois l'héritière des systèmes traditionnels d'activités où la pêche et la chasse (ainsi que la cueillette), qui pouvait représenter au début du siècle plus des trois quart des ressources du groupe familial, mais également une stratégie relancée à partir des années 90 par les difficultés de trouver un emploi dans les secteurs secondaire ou tertiaire, l'instabilité des cours des produits agricoles traditionnels (café et cacao) ou les problèmes de mévente sur le vivrier. Ces échanges ont également mis en évidence que les revenus provenant des activités de cueillette (en particulier le vin de palme), et non renseignées précisément par cette enquête, pouvaient également être essentiels dans les revenus ou les trajectoires d'accumulation de certaines EFA ainsi que l'avait déjà montré Champaud (Champaud 1973) pour la zone Bassa dans la province du Centre.

² Cet échantillon de 138 ménages a été réalisé sur par un tirage des ménages au hasard.

Figure n°5 : Caractéristiques des différents types de ménage agricole.

Type de ménage agricole	Importance du type en % de l'échant.	Importance relative des différentes sources de revenus (en %)				Syst. de culture	Age du CE (en ans)	Durée hors du village du CE (en ans)	Nombre de membres par l'EFA	Nombre d'actifs par EFA	Superf. Cultivée par EFA (en ha)	Superf. Cultivée par actif (en ha)
		Cult.	Elev.	non agric.	Pêche et chasse							
Site de Mbouda, zone de Batcham												
1. Revenus exclusivement agricoles	48	79,0	21,0	0,0	0,0	Divers	44,2	4,4	9,9	6,6	1,9	0,31
2. Revenus d'origines diverses	19	52,5	17,5	30,0	0,0	Divers	51,3	5,5	13,5	9	2,3	0,25
3. Revenus surtout non agricoles	33	9,3	5,7	85,0	0,0	Divers	56,7	14,0	7,0	4,6	0,7	0,17
Tous types		51	15	34	0		49,7	7,8	9,6	6,4	1,6	0,25
Site de Mbouda, zone de Galim												
1. Revenus majoritairement agricoles. (Caféiculteurs)	21	62,5	34,8	2,8	0,0	Café et autres cultures	58,0	8,0	10,5	7	5,0	0,71
2. Revenus provenant surtout des cultures (Maraîchers)	53	86,5	7,9	5,6	0,0	Maraîchage dominant	36,6	7,7	6,4	4,2	4,6	1,09
3. Revenus cultures et non agricoles (Vivriers marchands)	26	70,0	4,0	26,0	0,0	Vivriers	44,0	6,4	6,4	4,2	2,4	0,6
Tous types		77	13	10	0		43,0	7,4	7,3	4,8	4,1	0,86
Site d'Obala												
1. Revenus majoritairement agricoles	58	87,7	7,60	1,7	3,0	Divers	50,5	10,8	8,5	5,9	6,2	1,05
2. Revenus agricoles et non agricoles	20	67,2	4,30	29,6	0,0	Divers	39,1	5	9,9	5,9	9,8	1,66
3. Revenus majoritairement non agricoles	20	21,1	1,10	77,8	0,0	Divers	52,8	15,8	8,8	5,9	3,7	0,62
4. Revenus majoritairement élevage et chasse	2	40,0	50,0	0,0	10,0	Divers	58	20	23	19	4,1	0,21
Tous types		69	6	23	2		48,8	10,8	9,1	6,2	6,4	1,04
Site d'Ayos												
I. Revenus majoritairement issus des cultures	39	91,7	1,9	1,3	5,3	Divers	48,4	6,3	7,8	5,2	4,2	0,8
II. Revenus issus des cultures et de la pêche/chasse	29	67,5	5,0	8,2	19,3	Divers	47,7	7,7	5,0	3,3	3,5	1,06
III. Revenus issus des cultures, des activités non agricoles et de la pêche/chasse	22	43,7	4,8	30,0	21,5	Divers	36,9	7,4	8,7	5,8	3,2	0,55
IV. Revenus surtout non agricoles	10	10,2	7,0	65,2	17,6	Divers	43,8	6,3	11,0	7,3	2,7	0,36
Tous types		66	4	16	14		45,2	6,9	7,5	5,0	3,8	0,76

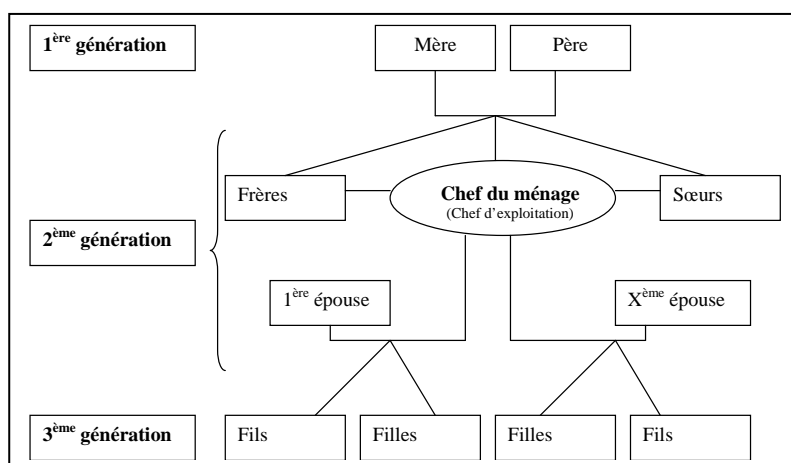
Au-delà de ces différences de stratégies de construction des revenus, il apparaît que la mobilité spatiale des chefs d'exploitation est non négligeable pour toutes les zones, qu'elles soient ou non proches des centres urbains. Ces chefs d'exploitations ont passé en moyenne (par zone) entre 15% et 25% de leur vie en dehors de leur village, soit pour des activités liées à leur formation de base ou professionnelle, soit pour développer une activité salariée ou privée généralement non agricole dans les bourgades (Akonolinga...) ou les villes du Sud Cameroun (Yaoundé, Douala...). La vision de chefs d'exploitations nés à la terre et y finissant leurs jours apparaît donc de plus en plus éloignée de la réalité des parcours de vie que cherchent à construire les résidents des zones rurales.

Les stratégies des ménages apparaissent, ainsi pour un nombre important d'entre elles, se construire entre trois ou quatre pôles d'activités possibles (cultures, élevage, activités non agricoles, pêche et chasse voire cueillette) qu'elles mobilisent de façon plus ou moins marquée en fonction des possibilités locales et des évolutions du niveau de rémunération du travail et de sécurisation des revenus offerts par les différents secteurs d'activité. Elles se construisent également autour de parcours de vie mêlant les périodes de vie en milieu rural et en milieu urbain. Le chapitre suivant permet de préciser l'évolution sur la longue période de la place de l'activité agricole dans ces parcours de vie.

3.4) L'évolution des systèmes d'activité des ménages.

Les enquêtes réalisées ont concerné les différents membres de la parentèle d'un échantillon de 38 chefs de ménage choisis de façon raisonnée (en fonction de la typologie précédente) parmi les 138 ménages enquêtés précédemment.

Cette parentèle couvre les trois générations directement liées au chef de ménage : ses parents (père, mère), sa ou ses épouse (s), ses frères et ses sœurs, ses enfants.



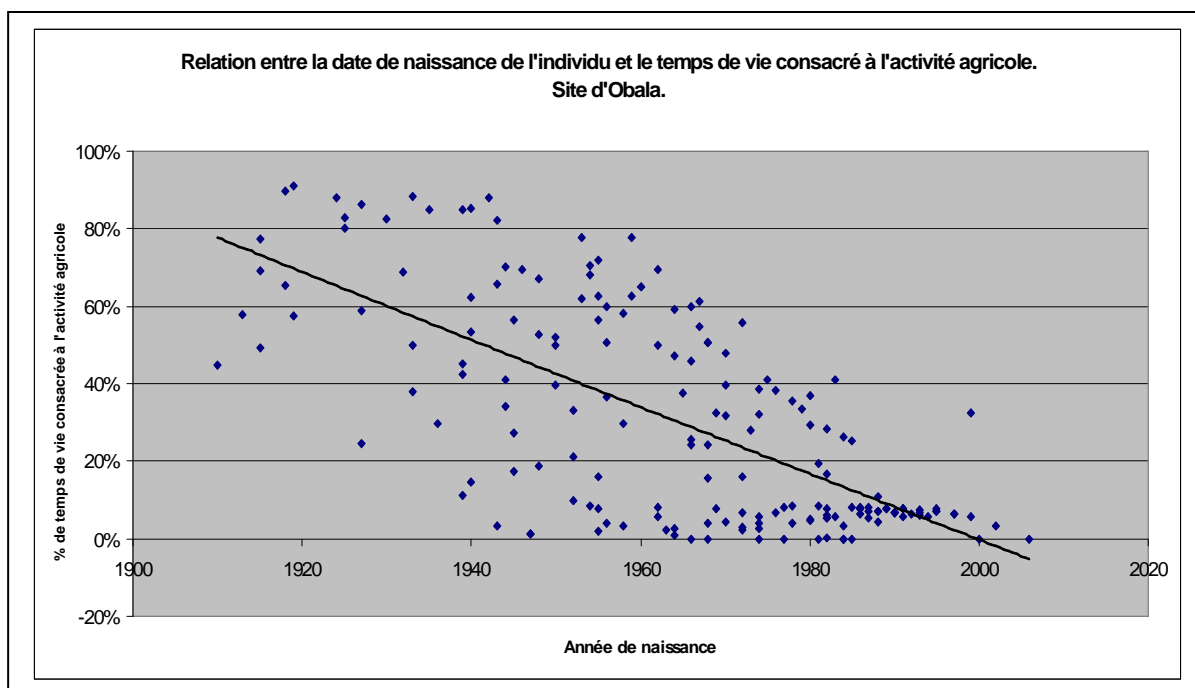
Les enquêtes ont ainsi renseigné les parcours de vie de 576 individus (181 pour Obala, 249 pour Mbouda, 146 pour Ayoa). Ces enquêtes ont permis de quantifier le temps consacré par chacun de ces individus tout au long de leur vie aux différentes activités³. L'analyse de ces données permet en particulier de calculer le pourcentage de temps de vie consacrée à l'activité agricole.

La figure n°6 présentée page suivante montre **pour le site d'Obala** la relation qu'il existe entre la date de naissance de l'individu et le pourcentage de temps qu'il a consacré durant sa vie à l'activité agricole.

L'évolution générale mise en évidence par ce graphique est celle d'une diminution forte de l'importance de l'activité agricole au cours du dernier siècle. Cette observation confirme les données déjà connues sur l'importance de l'exode rural (Franqueville 1987). Cet exode a connu une forte croissance en particulier à partir des années 1960-70 et a donc concerné les individus nés autour des années 1945-50. On note effectivement sur ce graphique une inflexion du nuage de points à partir de l'année 1945, date à partir de laquelle le temps de vie consacré à l'activité agricole par les individus descend à 80% puis à 60% pour les individus nés autour des années 1970.

² Les modalités retenues ici pour cette variable « activités » sont les suivantes : enfant, en formation, invalide, agriculture, salarié non agricole (enseignant, infirmière...), entrepreneur privé non agricole (chauffeur de taxi, ...), rentier, pêche-chasse, cueillette.

Figure n°6 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site d'Obala.



Il faut noter que si cette inflexion générale est en grande partie due à une évolution des systèmes d'activité et des stratégies des individus, elle provient également de l'âge différent des personnes interrogées. Ainsi les classes les plus âgées présentent un pourcentage de temps de vie agricole important non seulement parce qu'elles sont nées à une époque où l'agriculture était la principale activité possible, mais également parce que la durée de scolarisation était courte et parce que c'est souvent à la retraite que les villageois exilés à la ville reviennent se consacrer à leur parcelle de cacao. A l'inverse les classes les plus jeunes présentent des durées d'activité agricoles faibles non seulement parce qu'elles se sont investies plus que leurs aînés dans des activités non agricoles, mais également parce que la durée de leur parcours de vie en tant qu'enfant ou écolier pèse plus lourd dans le calcul du pourcentage de temps de vie consacré à l'agriculture. Ce calcul, en particulier pour les classes d'âge les plus jeunes, nées après 1990 et donc âgées de moins de 18 ans au moment de l'enquête, ne présage guère de leurs profils d'activités à venir.

Ce graphique met également en évidence que le phénomène qualifié souvent « d'exode rural », et qui laisse penser que l'on a assisté à un départ définitif de la campagne vers les villes, ne se vérifie que partiellement. En effet, si le graphique montre qu'un nombre non négligeable d'individus se retrouvent avec un pourcentage d'activité agricole compris entre 0 et 20% pour les « non agriculteurs », et entre 70⁴ et 100% pour les « agriculteurs », il apparaît également qu'un nombre important d'individus se situent entre ces 20% et 70%. Ces derniers pourcentages de temps consacrés à l'activité agricole traduisent l'importance des stratégies et parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles. Cette constatation incite à revoir la définition de ce que l'on a coutume d'appeler un « producteur agricole » ou une « exploitation familiale ».

⁴ Le seuil à partir duquel on peut par convention considérer que la personne est un « vrai agriculteur » serait de l'ordre de 80% pour les classes d'âge nées entre 1880 et 1950 à une époque où la scolarisation était absente ou courte et de l'ordre de 70% pour les classes d'âge nées après 1950 qui ont connu la scolarisation pour la plupart d'entre eux au moins jusqu'à l'âge de 15 ans (15 ans de scolarisation / espérance de vie de 50 ans = 30% de la vie non agricole).

Les mêmes types de graphiques réalisés pour les sites de Mbouda et d'Ayos montrent des évolutions globalement comparables, mais ils présentent également des différences qu'il importe de relever.

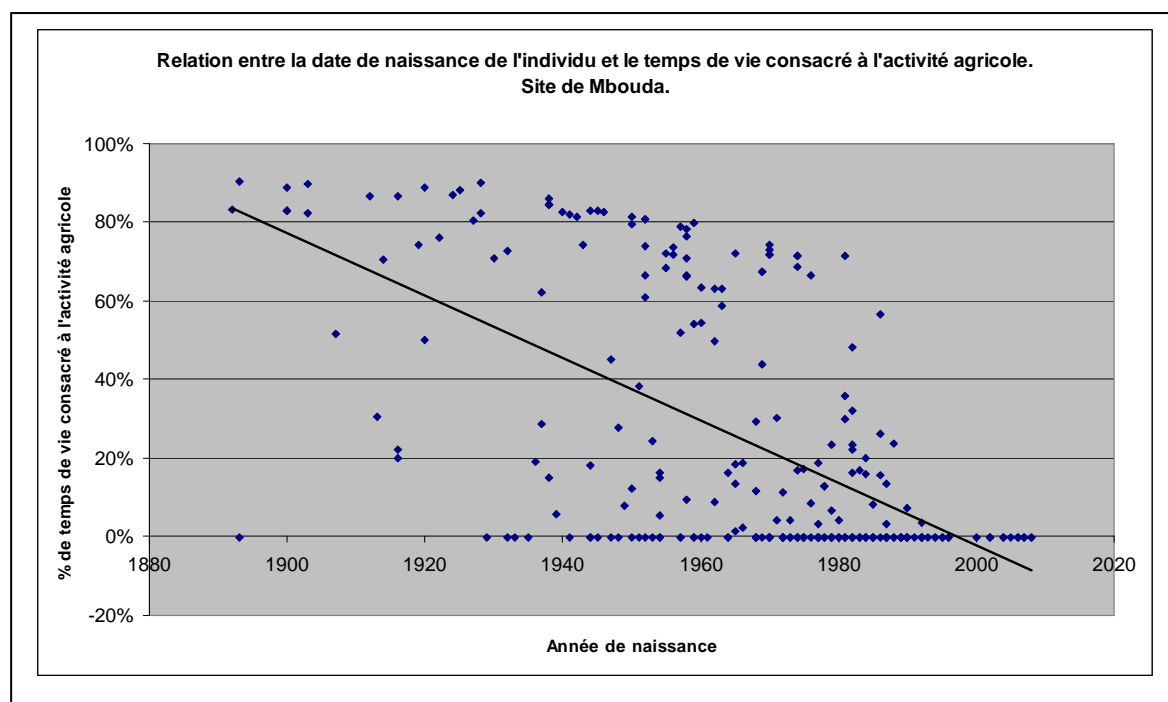
Pour Mbouda, la figure n°7 présentée ci-dessous, fait surtout apparaître des parcours de vie basés majoritairement sur des activités agricoles (> à 70%) et d'autres basés sur des activités majoritairement non agricoles (< à 20%). Le nombre individus dont le pourcentage de temps de vie consacré à l'activité agricole est compris entre 20 et 70% est ainsi bien plus réduit que pour le site d'Obala.

Cette plus forte disjonction des activités agricoles et non agricoles s'expliquerait en partie par les évolutions différenciées entre les descendants partis s'installer dans la zone de Galim et ceux contraints, ou ayant choisi, de rester « rattachés » à la zone de Batcham.

Pour les premiers la disponibilité foncière et l'essor de cultures commerciales de plein champ (maïs, pastèque, gombo...) les auraient conduits à fonder leurs revenus (voir chapitre précédent) et leur parcours de vie autour de l'activité agricole.

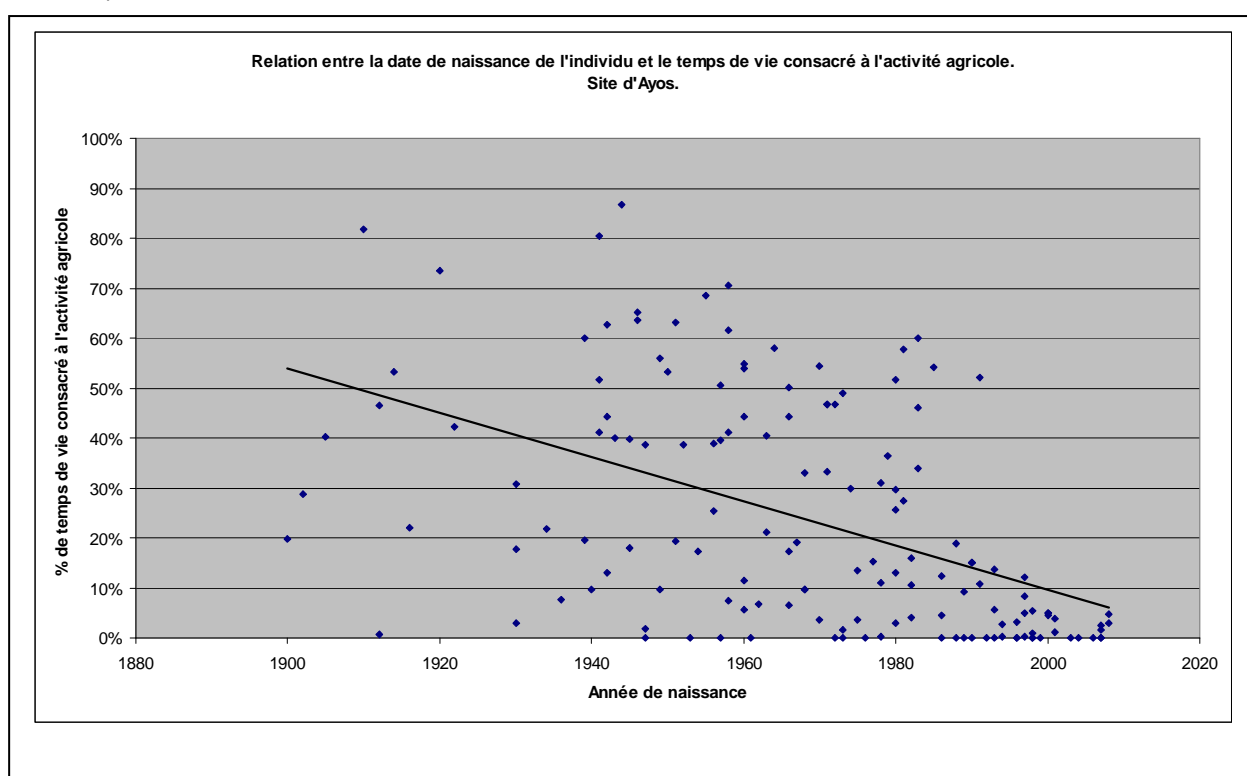
Pour les seconds, l'exiguïté des terres disponibles et les fortes et anciennes dynamiques migratoires bamilékes (dès la classe de naissance de 1930), les auraient conduits à construire leurs revenus et leur parcours de vie essentiellement autour d'activités salariales ou commerciales basées le plus souvent en ville. Le niveau de rémunération et de sécurisation qu'ils y ont atteint auraient conduit la plupart d'entre eux à abandonner définitivement une activité agricole soumise à de fortes contraintes et incertitudes (exiguïté foncière, épuisement des sols, chute des cours café...). Certains de ces migrants sont cependant revenus à leur retraite au village. Ils y ont développé, grâce à leurs capitaux et à leur expérience, des activités non agricoles ou de rente qui explique l'importance relative des revenus non agricoles (85%) mentionnées au chapitre précédent pour le type 3.

Figure n°7 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site de Mbouda (zone de Batcham et de Galim confondues).



Pour Ayos, la figure n°8 ci-dessous montre que l'activité agricole a été de tous temps une activité qui occupait généralement moins de 70% du temps de vie des individus. En effet pour cette zone mal reliée pendant longtemps aux marchés agricoles et disposant de ressources naturelles (bois, produits de cueillette), cynégétiques (chasse) et fluviales (pêche) importantes il existait, et il existe encore (voire en particulier l'importance des revenus de la chasse et de la pêche dans les revenus des ménages présentés dans le chapitre précédent), des alternatives non négligeables à l'activité agricole. Cet isolement a également conduit dès le début du 20^{ème} siècle ses habitants à migrer vers les zones urbaines pour trouver d'autres activités rémunérées (manœuvres au port de Douala ou sur les chantiers...). On remarque ainsi sur le site d'Ayos, comme pour Obala, une forte proportion de ménages développant des stratégies et des parcours de vie mêlant activités agricoles et non agricoles (% agricole compris entre 20 et 70%).

Figure n°8 : relation entre la date de naissance et le pourcentage de temps consacré à l'activité agricole pour le site d'Ayos.



L'alternance, et ce mélange, d'activités agricoles et non-agricoles traduit la recherche par les ménages agricoles d'une diversification de leurs sources de revenus et d'une amélioration de leur niveau de vie. Cet accès à des revenus non agricoles joue également un rôle important dans les capacités d'épargne des ménages et dans leurs **capacités d'accumulation dans leur outil de production agricole**. On observe ainsi que les ménages enquêtés disposant des structures de production agricoles les plus importantes (en termes de surfaces possédées et cultivées, en termes d'équipements et de bâtiments agricoles, en termes d'accès à de la main d'œuvre salariée...) sont bien souvent ceux qui ont pu bénéficier de revenus issus d'activités non agricoles.

On observe d'ailleurs dans les trois sites étudiés l'arrivée de plus en plus fréquente d'opérateurs économiques disposant de capitaux issus d'activités non agricoles (commerçants, hauts fonctionnaires...) qui viennent investir leur épargne dans des activités de production agricole hautement lucrative (palmier à huile, pomme de terre, maraîchage, élevages de volailles...).

3.5) Clark et Fourastier en Afrique : la nécessaire adaptation des modèles « du nord ».

Les modèles de Clark ou Fourastié (Clark 1960, Fourastié 1961), basés sur l'histoire du développement des pays du nord, indiquent que le développement des nations s'appuie sur une amélioration de la productivité du travail et une accumulation en capital dans le secteur primaire, en particulier agricole, et sur une migration définitive et massive des actifs agricoles vers les autres secteurs de l'économie (industries et services). Cette vision d'une concentration progressive du foncier et des moyens de production entre les mains d'agriculteurs modernes de plus en plus « professionnels » et performants apparaît ainsi en grande partie décalée par rapport aux réalités de l'agriculture familiale du Sud Cameroun.

On assiste au Sud Cameroun plutôt à la construction de stratégies d'activités composites et anti-risques qui cherchent à tirer au mieux parti des opportunités se présentant dans les divers espaces d'activité et de vie et à une imbrication partielle des actifs des différents secteurs économiques. Les différentes données présentées confirment l'attrait des activités non agricoles pour les ménages et l'importance des stratégies de sortie de l'agriculture. Ces stratégies mobilisent une part non négligeable des revenus et de l'épargne issus des activités agricoles (scolarisation des enfants, incursions en milieu urbain grâce au pécule épargné à la campagne...). Dans le même temps, on observe que les ménages cherchent également à développer des activités agricoles qui peuvent parfois être plus rémunératrices que certains salaires obtenus en milieu urbain et dans lesquelles ils peuvent investir une partie de l'épargne obtenue en ville. Par ailleurs, beaucoup des individus et des ménages enquêtés cherchent à préserver leur ancrage au village car il offre une position de replis en cas d'échec de leurs tentatives d'insertion en milieu urbain et il permet de loger et de nourrir la famille à moindre frais (« à Yaoundé on peut gagner beaucoup mais on dépense encore plus ! »).

On assiste également à une forte permanence des dimensions identitaires (« un homme qui n'a pas de cacao n'est pas un homme ! ») et patrimoniales du statut d'exploitant agricole résidant « au village ». Le nombre de migrants rappelés de la ville par le père ou le grand frère pour venir se marier ou « tenir leur position au village » sont significatifs de la vitalité de cette dimension sociale, identitaire et patrimoniale. De même, la dépouille mortelle de la plupart des migrants partis en ville est rapatriée au village pour y être enterrée, faisant ainsi d'une ville comme Yaoundé « une ville sans cimetières ».

Si l'on devait schématiser l'évolution historique du développement de cette agriculture familiale au cours du dernier siècle quatre périodes pourraient être distinguées :

- La période précoloniale (avant 1900) basée sur des activités de pêche, de chasse et sur une agriculture en grande partie itinérante (défriche-brulis) visant essentiellement la satisfaction des besoins alimentaires familiaux.
- La période coloniale (1900-1960) où les cultures de rente (café et cacao) constituent le modèle dominant d'insertion des camerounais dans l'économie de marché. L'accès au foncier et à une main d'œuvre familiale importante constituaient alors les principaux leviers de l'accumulation.
- La période post indépendance (1961-1987) où les revenus agricoles sont en partie investis dans la scolarisation des enfants et des secteurs d'activités non agricoles qui offre une meilleure rémunération du travail et une plus grande sécurisation des revenus monétaires. C'est une période de fort exode rural et de développement des secteurs secondaire et surtout tertiaire.

- La période « de crise » (1988 à nos jours) où la dégradation des revenus urbains (blocage des salaires et licenciements dans la fonction publique, dévaluation du FCFA en 1994,...) et les périodes de baisses des prix des denrées agricoles (cacao et café) vont conduire à un renforcement des stratégies composites mêlant activités agricoles et non agricoles et des transferts de capitaux entre secteurs d'activités. Pokam et al (1999) montrent que ces évolutions vont considérablement freiner les phénomènes d'exode rural et conduire certains urbains à réinvestir le milieu rural et l'activité agricole.

4) Conclusions, perspectives.

Ces données ont montré que les stratégies mises en place par les ménages agricoles pour tenter de maintenir ou d'améliorer leurs revenus dépassent les seules considérations liées à la modernisation de l'agriculture familiale et à l'amélioration de ses performances. Elles ont en particulier contribué à préciser les évolutions mises en œuvre par les ménages au niveau des systèmes d'activités. On peut noter que la plupart de ces stratégies ne sont actuellement que peu ou pas reconnues et soutenues par les modèles et projets de développement promus par la puissance publique. En effet, elles n'apparaissent pas à leurs yeux comme des leviers décisifs permettant la réduction de la pauvreté rurale et l'augmentation de la production agricole nationale.

Elles témoignent cependant de la vitalité du monde agricole et rural du Sud Cameroun. Si ces stratégies vont parfois à l'encontre de la « professionnalisation de l'agriculture » et de l'amélioration de ses performances, elles offrent par contre des systèmes de production robustes, capables de résister tant aux crises agricoles qu'à celles de la dégradation du salariat urbain.

Ces premiers travaux vont être complétés par le calcul d'indicateurs économiques plus précis permettant de mesurer l'importance relative de ces différents niveaux stratégiques (systèmes d'activités, migrations spatiales pour la recherche de nouvelles terres, diversification des systèmes de production, amélioration des performances techniques) sur le maintien ou l'amélioration des revenus de ces ménages et sur leurs capacités d'investissement dans leur outil de production agricole.

Bibliographie

- Barbier J.C., Champaud J. et Gendreau F. 1983 : Migrations et développement. La région du Mounjo au Cameroun. Editions de l'ORSTOM. Paris. 372 pp.
- Bergeret P. et Dufumier M. 2002 : Analyser la diversité des exploitations agricoles. In « Le mémento de l'agronome ». CIRAD-GRET-MAE, Paris, France. pp 321-344.
- Champaud J. 1973 : Mom, terroir Bassa (Cameroun). ORSTOM, Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara, n°9. 55 pp + annexes.
- Chia E., Dugué P. et Sakho-Jimbira S. 2006 : Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions ? Cahiers Agricultures vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. p 1-8.
- Clark Colin 1960 : Les conditions du progrès économique. PUF, Paris.
- Devienne S. et Wybrecht B. 2002 : Analyser le fonctionnement d'une exploitation. In « Le mémento de l'agronome ». CIRAD-GRET-MAE, Paris, France. pp 345-372.
- Dongmo J.L. 1981 : Le dynamisme Bamiléké (Cameroun). Volume 1 : la maîtrise de l'espace agraire. Thèse de troisième cycle, Université de Yaoundé, Cameroun. 424 pp.
- Fourastié J. 1961 : Le grand espoir du XXème siècle. Collection Idées-Gallimard, Paris.
- Franqueville A. 1987 : Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le Sud du Cameroun. Editions de l'ORSTOM. 646 pp.
- Gastellu J.M. 1980 : ...Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XVII, n° 1-2, 1980 : 3-11.
- INS 2009 : Résultats du recensement général de la population du Cameroun en 1987 (impression papier de la base de données). Institut National de la Statistique, Yaoundé, Cameroun.
- MINADER-MINEPIA 2007 : Document de présentation du Programme : « amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales ». Yaoundé, Cameroun. 102 pp.
- MINEPAT/CTE 2009 : Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi. Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2019. Yaoundé, Cameroun. 104 pp.
- Ntsama Mireille 2007 : Analyse de l'innovation sur la productivité agricole : cas du maïs dans la province du Centre Cameroun. Rapport de DEA en sciences Economiques. Université de Yaoundé II, IRAD, REPARAC. 123 pp.
- Petit M. 2006 : L'exploitation agricole familiale : leçons actuelles de débats anciens. Cahiers Agricultures, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. pp 486-490.
- Pichot J.P. 2006 : L'exploitation agricole : un concept à revisiter du nord aux suds. Cahiers Agricultures, vol. 15, n°6, novembre-décembre 2006. pp 483-485.
- Pokam J., Kemajou Wadja et Sunderlin D.W. 1999 : L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du Sud-Cameroun. CIFOR (Center For International Forestry Research), Occasional paper n°25. Jakarta, Indonesia. 23 pp.